

Le SCFP demande à Ottawa de faire respecter les droits issus des traités des Mi'kmaq

le 20 octobre 2020

Déclaration du président national du SCFP Mark Hancock et du secrétaire-trésorier national du SCFP Charles Fleury :

« La situation actuelle en Nouvelle-Écosse, marquée par le racisme et la violence envers les Autochtones, est odieuse. Pire encore, nous trouvons profondément troublant et totalement inacceptable l'échec du gouvernement fédéral à faire respecter la primauté du droit et les droits issus des traités des Mi'kmaq.

Le SCFP est solidaire des pêcheurs mi'kmaq qui ne font rien de plus que d'exercer leur droit, garanti par la Constitution, de gagner leur vie raisonnablement grâce à la pêche au homard. Pour cela, on les harcèle, les intimide et les agresse, et le gouvernement fédéral reste les bras croisés.

Le racisme systémique n'est pas un concept abstrait. Il se produit sous nos yeux, en ce moment, en Nouvelle-Écosse.

Il s'agit de respecter nos obligations les plus fondamentales envers les peuples autochtones du Canada. Le gouvernement fédéral doit faire respecter les droits issus des traités des Mi'kmaq tout de suite et mettre un terme à la violence envers les Autochtones. »